



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 285

Texte de la question

JOURNÉE D'ACTION ET DE SOLIDARITÉ

M. le président. La parole est à M. Marc Dolez, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Marc Dolez. Monsieur le Premier ministre, à l'appel de la Confédération européenne des syndicats, une grande journée pour l'emploi et la solidarité se déroule aujourd'hui dans toute l'Europe. Il s'agit d'une euromobilisation contre ces politiques d'austérité, gravées dans le marbre du traité budgétaire européen, qui ne font qu'aggraver la crise et conduisent irrémédiablement à la récession. Elles ont des effets dévastateurs : fermetures d'usines et chômage record, précarisation et pauvreté, destruction des droits sociaux et casse des services publics.

En France, ce 14 novembre est aussi une grande journée unitaire de mobilisation pour dire haut et fort qu'il existe des propositions alternatives à l'austérité et qu'il est possible de les mettre en œuvre. C'est tout le sens des propositions que défendent pour leur part les députés du Front de gauche, dans une attitude résolument constructive. Ces propositions visent notamment à interdire les licenciements boursiers, à accroître la taxation des dividendes des actionnaires, à taxer la réimportation des productions délocalisées, à créer un pôle financier public, à augmenter les salaires et les retraites. Bref, des mesures fortes et concrètes pour changer la donne face au pouvoir de la finance, et pour une autre répartition des richesses.

S'engager dans cette voie suppose bien sûr une inflexion des choix et un changement de cap. Monsieur le Premier ministre, prendrez-vous ce chemin pour répondre à l'attente de toutes les forces sociales qui, au printemps dernier, ont voulu le changement et qui, aujourd'hui, manifestent contre l'austérité ?

(Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, *ministre de l'économie et des finances*. Monsieur Dolez, il est vrai qu'aujourd'hui des manifestations ont lieu dans toute l'Europe. Vous et moi ne les comprenons pas forcément de la même façon.

Le Président de la République l'a dit hier, il a eu l'occasion de s'entretenir avec la secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats. Pour notre part, nous prenons cette mobilisation contre l'austérité comme un point d'appui pour les politiques progressistes que nous menons.

Nous les menons d'abord en Europe, et je veux insister sur la réorientation de la construction européenne qui est en cours.

Elle est en cours lorsque nous travaillons pour résoudre la situation de la Grèce et de l'Espagne, par exemple en construisant l'union bancaire ; elle est en cours quand nous adoptons un pacte de croissance qui permet d'augmenter les investissements, y compris en France, je pense par exemple à ceux de la Banque européenne d'investissement ; elle est en cours quand nous réussissons à regrouper onze pays autour de nous pour bâtir une taxe sur les transactions financières. Nous devons tous rester unis autour de ces objectifs.

Vous nous appelez à changer de cap mais nous n'en changerons pas. Nous avons un cap : celui défini hier par le Président de la République lors de sa conférence de presse. Il se caractérise à la fois par la nécessité de redresser nos finances publiques afin de favoriser le désendettement - ce qui est un facteur de justice car la dette pèse toujours sur les générations futures et sur les plus pauvres -, et par recherche de la croissance. C'est pour la croissance que nous voulons doper la compétitivité ; c'est pour la croissance que nous débattons dans cette assemblée du projet de loi créant une banque publique d'investissement ; c'est pour la croissance que

nous sanctuarisons le crédit d'impôt recherche et que nous l'étendons aux dépenses des petites et moyennes entreprises ; c'est pour la croissance que toute notre politique est orientée vers le redressement productif de ce pays.

Nous avons une valeur en commun : la justice. Le Gouvernement a un objectif : redresser le pays pour la croissance, redresser le pays par la justice. Voilà notre cap ; je vous invite à nous rejoindre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Marc Dolez](#)

Circonscription : Nord (17^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 285

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 novembre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [15 novembre 2012](#)